

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE
Unité-Dignité-Travail.

**FORUM DE HAUT NIVEAU SUR
LA FRAGILITE, LES CONFLITS ET LA VIOLENCE**

BANQUE MONDIALE

Washington DC, du 1^e au 03 Mars 2016

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE CATHERINE SAMBA-PANZA,
CHEF DE L'ETAT DE LA TRANSITION
DE LA REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Monsieur le Président,
Honorables Invités,
Distinguées personnalités,
Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur d'être conviée à ce forum de haut niveau sur la fragilité, les conflits et la violence qui se tient à l'initiative de la Banque Mondiale à qui je rends un hommage mérité pour son intérêt constant à l'égard des pays fragiles en général et pour l'importance de ses concours et de ses appuis aux efforts de développement de la République centrafricaine en particulier.

Au regard du contexte mondial marqué par l'adoption des Objectifs du Développement Durable en septembre 2015 et de celui particulier de mon pays, j'apprécie à sa juste valeur, le privilège qui m'est accordé de partager avec vous notre expérience sur le thème retenu.

Il est incontestable que la République centrafricaine est un prototype d'Etat fragile. Sur le point de quitter mes fonctions de Chef de l'Etat de la Transition, il me semble utile d'évoquer et de partager notre approche face à la fragilité, aux conflits et aux violences de toutes sortes vécues par notre pays.

Monsieur le Président,
Honorables Invités,

Lorsque la crise a atteint son point culminant au mois de décembre 2013, j'ai compris que mon pays avait besoin d'un leader qui soit en mesure de rassembler, de réconcilier les centrafricains et de leur redonner espoir.

J'avais surtout compris que seul un leadership féminin pouvait avoir raison des divers antagonismes et forces en présence. Je me suis sentie interpellée en tant que citoyenne centrafricaine et en tant que femme.

Mais conduire la transition dans un Etat Fragile comme la RCA n'a pas été aisé, en tant que femme devant m'imposer dans un environnement complexe dominé par des hommes armés, des hommes politiques ayant divers agendas et des communautés chrétiennes et musulmanes tenaillées par la haine et l'esprit de vengeance.

Je mesurais à sa juste valeur la lourde responsabilité qui devait m'incomber pour parachever la transition, au regard des attentes multiformes des populations et des institutions affectées par plusieurs années de conflits.

Toutefois, mon engagement personnel et mon parcours au sein de la société civile, du secteur privé, à la Mairie de Bangui et ma pleine implication pendant plusieurs années dans les divers

processus de médiation, de règlements des conflits et de réconciliation nationale dans mon pays ont constitué des atouts incontestables pour mener ma mission périlleuse.

Cette expérience de plus de deux années de gestion d'une Transition particulièrement difficile en Centrafrique, me permet d'évoquer avec vous les pistes attendues d'une amélioration des interventions de la Communauté Internationale dans les Etats fragiles.

Monsieur le Président,
Honorables Invités,

Le 20 janvier 2014, j'ai hérité d'un pays ruiné par l'une des crises les plus meurtrières de son histoire. Rien des structures, des attributs et des prérogatives d'un Etat normal n'existait. Les exactions persistantes des groupes armés qui défiaient constamment l'autorité de l'Etat et les tensions suscitées entre les communautés chrétiennes et musulmanes ont rendu complexe et difficile ma mission.

Devant cette situation de chaos total, il n'y avait pas d'autres alternatives pour moi que de rassembler tous les Centrafricains autour de la résolution du conflit, à travers une stratégie vigoureuse fondée sur la promotion du dialogue, la cohésion sociale et la gestion inclusive de la transition. Dans ce sens, j'ai formulé la vision d'une réconciliation à la base, de la lutte contre l'impunité et du dialogue au sommet. Mon objectif était alors de rompre avec les expériences du passé en offrant aux populations la possibilité de s'exprimer librement et de s'investir dans la recherche des solutions à leurs problèmes.

Conscients des liens évidents entre les objectifs politiques, sécuritaires et de développement, notre approche de sortie de crise a allié les questions d'urgence humanitaire et sécuritaire à un programme de relèvement et développement durable, appuyé d'une Feuille de route dont les principaux piliers proviennent des principes du New Deal.

Dès ma prise de fonction, je n'ai eu de cesse de relayer le cri de détresse des populations centrafricaines auprès de la communauté internationale et de faire entendre la voix de la République centrafricaine sur les nombreux défis et perspectives du pays.

Grâce à une diplomatie active et à des actions vigoureuses de plaidoyer je me suis attelée, avec le concours des partenaires bilatéraux et multilatéraux, à mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux multiples défis. C'est ici le lieu de souligner l'importance du partenariat dans la reconstruction des Etats en situation de fragilité.

Consciente que l'engagement international ne suffirait pas à lui seul à mettre fin à la fragilité de la RCA, sur le plan interne, j'ai également mis en œuvre des mesures énergiques tendant à prendre notre destin en main pour que l'aide extérieure ne vienne qu'en appoint. Les actions

menées ont porté leurs fruits dans les secteurs clés de la sécurité, de l'humanitaire, de la gouvernance financière, de la relance de la machine administrative et de l'économie.

Monsieur le Président,
Honorables Invités,

Convaincue que le Dialogue et la Concertation sont les socles de la cohésion nationale, j'ai fait du dialogue la base de mes actions. J'ai personnellement veillé à l'animation du cadre consensuel associant toutes les institutions de la transition et instauré la concertation permanente avec les forces vives de la nation.

J'ai ainsi organisé une série de foras et signé divers Accords avec les Groupe Armés. Le Forum de Brazzaville qui a abouti à la signature d'un accord de cessation des hostilités entre les belligérants, les consultations populaires à la base qui ont permis au peuple d'exprimer ses attentes et ses besoins et le Forum de Bangui ont représenté des étapes importantes dans la recherche de la cohésion nationale et de la stabilisation du pays.

Le forum de Bangui a posé les bases de la réconciliation nationale et de la reconstruction du pays avec la signature d'un pacte républicain pour la Paix. Dans le sens de ses recommandations, une Cour pénale Spéciale chargée de lutter contre l'impunité des crimes les plus graves est en cours d'opérationnalisation, une nouvelle Constitution a été adoptée, le référendum constitutionnel ainsi que des élections groupées ont été organisées pour le retour à un nouvel ordre constitutionnel.

Grâce à mon leadership féminin et à mon engagement personnel pour la promotion du genre, j'ai pu promouvoir de nombreuses femmes dans les fonctions de Haut rang dans le gouvernement, au sein de mon Cabinet et des institutions nationales.

Mais la question de la cohésion sociale et du vivre ensemble harmonieux entre les différentes communautés demeure et restera encore au cœur des préoccupations des Autorités nationales.

Il me semble nécessaire d'envisager une nouvelle approche de la question en déterminant les causes profondes des tensions intercommunautaires et en les abordant dans une logique de vérité, justice, réparation et réconciliation.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

La particularité de la fragilité de la République Centrafricaine tient surtout à la pauvreté et à la précarité des conditions de vie des populations. Les perspectives d'emploi des jeunes et des femmes restent réduites, limitant ainsi les capacités de résilience des communautés. Il est

regrettable que des femmes et des enfants vulnérables en Centrafrique n'aient pas d'autres choix que de se livrer à la violence et à certaines activités indécentes pour survivre.

C'est pourquoi, nous nous sommes engagés à faire de la promotion du secteur privé un instrument de lutte contre la pauvreté. A cet effet, un forum sur la promotion du secteur privé a été organisé afin d'identifier les grappes de croissance et de restaurer l'intérêt des investisseurs potentiels sur les opportunités d'intervention en Centrafrique.

En restant lucide sur tous les facteurs de la fragilité qui subsistent encore, je retiens que d'importants efforts ont été consentis dans un contexte extrêmement difficile. L'impact de ces efforts, renforcé par la visite du Pape François s'est traduit par une relative accalmie et le retour de la paix qui ont permis une reprise significative de l'activité économique et l'organisation des élections.

Mais sans la paix, il n'y a pas de développement, de même, le développement conditionne la paix. Sans la sécurité et la justice, il n'y a ni paix ni développement.

C'est pourquoi, face à l'ampleur du conflit et des menaces sur la population civile et en raison de la déliquescence de l'appareil de défense et de sécurité du pays, j'ai dû solliciter du Conseil de Sécurité des Nations-Unies le déploiement des casques bleus en Centrafrique aux côtés d'autres forces internationales de l'Union Africaine, de la France et de l'Union Européenne.

Ces forces ont permis les prémices de la stabilisation de la République centrafricaine et ont contribué à la restauration de l'autorité de l'Etat et à la tenue des élections.

Cependant, tout en agissant pour protéger les populations, les troupes qui servent sous le drapeau de l'ONU doivent en respecter les principes cardinaux. Ceux qui commettent des actes d'exploitation et d'abus sexuels doivent être traduits en justice et punis conformément à la loi.

A cet égard, je me réjouis de la position ferme de la MINUSCA et me félicite de l'engagement du leadership de la mission à éradiquer de ses rangs les auteurs de ces actes.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En organisant des élections dans un contexte sécuritaire particulièrement sensible et donc politiquement fragile, nous avons réussi un coup de maître. Mais pour que la paix revienne définitivement et durablement dans mon pays, quelques questions majeures méritent d'être résolues en urgence : il s'agit du programme de Désarmement, Démobilisation, Réinsertion et Rapatriement (DDRR), de la Réforme du Secteur de la Sécurité (RSS) dont les bases ont

été jetées et de l'accélération du processus de la restructuration des Forces armées centrafricaines (FACA) en une armée républicaine, professionnelle et de développement.

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Si aujourd'hui la République Centrafricaine est au seuil d'une nouvelle ère porteuse d'espoirs pour son avenir, c'est grâce au concours de chaque institution et de chaque pays ici représenté à l'endroit desquels j'exprime les remerciements et la gratitude du peuple centrafricain.

Nous avons semé ensemble les graines de l'espérance pour une Centrafrique nouvelle. Sous mon leadership, et grâce à votre soutien sans réserve, le peuple centrafricain a pu affronter avec courage la crise.

Néanmoins, la RCA devra encore faire face aux énormes défis de la fragilité et désormais avoir en ligne de mire, comme les autres nations du monde, les Objectifs de Développement Durable.

Je formule le vœu que la communauté internationale continuera à apporter un appui constant aux nouvelles autorités et au peuple centrafricain pour permettre à la RCA de sortir durablement de son état de fragilité et pouvoir réaliser les ODD d'ici 2030.

Je lance un vibrant appel à la communauté internationale à poursuivre ses efforts de soutien de tous ordres à l'ensemble des Etat fragiles ou en fragilité. Car Un Etat fragile est une fragilité pour l'ensemble de la planète.

Pour finir, Monsieur le Président, je voudrais vous annoncer une bonne nouvelle. Nous sommes aujourd'hui le 1^{er} mars 2015. Dans exactement un mois j'aurais fini mon mandat à la tête de l'Etat de la Transition de la République Centrafricaine. Je quitterai donc mes fonctions le 1^{er} avril 2016. Et croyez-moi il ne s'agira pas d'une blague de poisson d'avril.

Je resterai cependant disponible pour servir mon pays, l'Afrique et pourquoi pas le monde.

Je vous remercie pour votre aimable invitation, pour votre indulgence et pour l'attention que vous avez bien voulu porter à mes propos.